**Pour que l’éducation ne soit pas un privilège**

**Petite réflexion sur nos privilèges en tant que femmes blanches citoyennes québécoise sans enfant...**

*« Un jour, j’ai joué à un jeu. Il était très simple: nous étions une cinquantaine à se tenir à l’extrémité d’une grande salle, grosse comme un gymnase. Nous étions toutes prêtes et tous prêts à jouer, animé-e-s d’un esprit sportif et enthousiaste à l’idée de se mesurer l’une et l’un à l’autre en tentant d’atteinte le but du jeu, qui nous était encore inconnu.*

*Le/la maître du jeu préparait le terrain. Il/elle a tracé plusieurs lignes par terre avec un gros feutre noir. Il/elle est allé se placer à l’extrémité de la salle qui nous était opposée et a pris la parole pour énoncer les règles du jeu. Il/elle les a formulées clairement: le but était de se rendre au bout de la salle, d’aller le/la rejoindre. Or, seul-e-s un petit nombre d’entre nous allions y parvenir. Peu importe la vitesse à laquelle nous courrions - même si nous aurions toutes et tous couru à la même vitesse -  ce n’était pas ce facteur qui déterminerait le gagnant. Ce sont plutôt nos privilèges, nos conditions de vie qui allaient déterminer de notre sort. Cela allait déterminer ceux et celles qui parmi nous allaient atteindre le but, quel qu’il soit... qu’il soit, par exemple, l’obtention d’un diplôme d’études post-secondaires.*

*Nous avons donc appris, stupéfaites et stupéfaits, qu’avant même d’avoir pu s’élancer sur la piste, les dés étaient jetés. Les femmes blanches et les hommes blancs furent appelé-e-s à l’avant de la salle. Le maître du jeu indiqua aux hommes de se placer le plus près du but possible, les femmes étaient tenues un peu à l’écart. Il fallait ensuite continuer à diviser, ce groupe n’était pas homogène. On demanda aux mères étudiantes et aux pères étudiants de reculer de quelques pas, s’éloignant ainsi de leur but. Les femmes et les hommes en situation d’handicap reculèrent aussi d’un bon nombre de pas. Les femmes et les hommes en situation d’immigration se tenaient elles et eux aussi à une distance importante du but. La distance, je dirais, était le plus souvent relative à la couleur de leur peau. Parfois, elle différait selon leur appartenance à un groupe religieux plutôt qu’à un autre.*

*Il faut aussi mentionner que certaines et certains se tenaient à l’intersection entre les lignes, puisqu’elles et ils appartenaient à la fois à une condition et à une autre, s’éloignant ainsi doublement de l’objectif fixé. J’ai aussi remarqué que le/la maître du jeu, qui savait les règles par cœur, plaçait systématiquement les femmes de chaque groupe plus loin du but par rapport aux hommes du même groupe.*

*Depuis, j’ai réalisé que nous jouons à ce jeu tous les jours. »*

Le comité-femmes de l’ASSÉ a organisé, en collaboration avec de nombreux et nombreuses étudiant-e-s, une Rencontre féministe étudiante, dimanche 16 octobre 2011. Le présent texte vise à exposer au congrès la teneur des sujets qui y furent aborder de même qu’à soulever des pistes de réflexions sur l’intersectionnalité[[1]](#footnote-1) des luttes en éducation. La diversité des perspectives dans ces luttes pourraient être identifiées à deux niveau; dans les obstacles particuliers face à l’accessibilité aux études et dans les freins ou barrières à l’implication militante.

La première partie de la Rencontre féministe étudiante fut consacrée  à une discussion sur la condition des étudiantes. Un souci fut particulièrement présent lors de l’organisation, ainsi que lors des discussions: celui de s’éloigner du discours strictement comptable, liés au nombre de dollars que représente la hausse des frais de scolarité annoncée par le gouvernement Charest, afin de se pencher sur les multiples facettes de l’accessibilité aux études. Être étudiante, être étudiant ce n’est pas qu’étudier : c’est aussi se nourrir, se loger, travailler, avoir une vie sociale, etc. En tenir compte, nous amène à réaliser que chaque personne ne s’engage pas dans la poursuite des études post-secondaires avec les mêmes privilèges, au niveau socio-économique. Les obstacles qu’il ou elle rencontre ne sont donc pas les mêmes, ainsi diffèrent les motivations qui pourraient précipiter leur départ des bancs du cégep ou de l’université. L’accessibilité aux études pourrait donc avoir un sens plus large que celui qu’on lui donne communément… Une éducation post-secondaire accessible tient compte, non seulement de l’accès au statut d’étudiant ou d’étudiante, mais des véritables possibilités d’apprendre en demeurant dans les conditions de vie liées à ce statut. Lors de la rencontre étudiante féministe, quelque personne ont entre autre soulevées l’importance que le discours et les revendications ne soient pas exclusive à une seule réalité étudiante. Si le mouvement étudiant espère favoriser une solidarité entre les différents groupes qui le composent, peut-être devrions nous nous re-questionner: si nous voulons réellement faire de l’éducation un droit, quelle est la liste des privilèges qui en permet actuellement l’accès? Comment pouvons-nous ensemble déconstruire ces barrières pour faire de ces privilèges des droits? Le comité Femmes tient en ce sens à souligner la portée de la revendication suivante : «contre toute hausse, dans une perspective de gratuité scolaire, sans considération de l’origine des étudiants et des étudiantes.» Celle-ci est un premier entrebâillement sur des questions permettant de penser l’accessibilité autrement : accessibilité pour qui? Comment? En quoi?

Les discussions du matin du 16 octobre, illustraient la multiplicité des situations des femmes aux études et nous fournissaient la consistance nécessaire pour nourrir ces questionnements. Une étudiante en situation d’immigration a témoigné sur des problématiques auxquelles elle fait personnellement face ou que vivent d’autres étudiantes partageant une semblable situation de précarité :

- L’interdiction de travailler plus de 20 heures semaines, parfois celle de travailler hors campus. Se voir obligée de travailler au noir pour arriver à payer son loyer, ses frais scolaires et sa nourriture. Y vivre différentes formes d’intimidation et de manipulations, notamment sur le plan sexuel, par son patron dû à son statut de haute précarité;

- Devoir gérer le stress associé à tous les papiers et formulaire à remplir, également liée à la nécessité de performer pour conserver le droit d’étudier;

-Faire face aux difficultés d’adaptations physiques (climat, etc.) et sociales, sans oublier les discriminations vécues en raison d’un racisme encore présent;

-Bien autre chose encore…

Ensuite, une étudiante a accepté de parler de la situation des mères étudiantes. Un exemple de frein à l’accessibilité est en ce sens poignant : une mère monoparentale aux études qui n’arrive pas à trouver de garderie et qui devra peut-être quitter son programme puisqu’elle ne pourra s’inscrire au stage obligatoire à l’hiver. Il faut souligner que les réactions lors de ces témoignages ont été vives dans la salle. Nous croyons que l’émoi qu’ils ont provoqué peut être expliqué par le fait que ces situations restent méconnues pour la plupart des étudiantes et étudiants. La grande majorité des militantes et militants qui gravitent autour du mouvement étudiant ont une situation privilégiée de par le fait qu’ils et elles n’ont pas d’enfants et ont la citoyenneté canadienne et québécoise. Elles et ils bénéficient donc du système d’éducation québécois, la plupart du temps, sans entraves extérieurs aux frais de scolarité et à ceux de la vie quotidienne. Les associations étudiantes ont-elles un rôle à jouer quant aux soutiens et services offerts à ces groupes? L’aspect service des associations peut-il ainsi être parfois considéré comme politique, puisqu’en soulageant les personnes de certains poids et difficultés auxquelles elles font habituellement face seules (ex : remplir les papiers d’immigration et d’études internationales, accompagnement dans des plaintes pédagogiques liées aux responsabilités parentales, etc.), cela leur permettrait d’investir le mouvement?

Sous un autre angle, en prenant acte des commentaires reçus sur le contenu de la journée et en faisant un bilan critique, le comité Femmes souhaite exposer une autre réflexion liée à un dilemme rencontré à l’issue des discussions, concernant la façon concilier et mener à bien nos différents mandats[[2]](#footnote-2). En effet, la condition des étudiantes est multiple. Parmi les femmes, certaines sont plus avantagées que d’autres selon la classe sociale à laquelle elles appartiennent, selon leur appartenance à un groupe racisé à l’intérieur de la société québécoise, selon leur orientation sexuelle, etc. En d’autres mots, plusieurs vivent des discriminations systémiques qui mettent des bâtons dans les roues de leurs projets, au jour le jour. C’est avec cela en tête que les organisatrices et les organisateurs de la journée féministes ont tout mis en oeuvre pour que l’ensemble des problèmes liés à l’accessibilité aux études post-secondaires pour les femmes  soient discutés. Ce n’était pas une mince tâche! Il est clair que nous n’avons pas atteint notre pleinement notre objectif. Cependant, nous nous disons que le comité-femmes, en tant que comité qui travaille sur la condition spécifique des femmes en éducation et dans le mouvement étudiant, doit être en mesure de lutter à la fois contre les problèmes que rencontrent toutes les femmes, accès plus difficile au marché du travail à qualification égale, salaires plus bas, plafond de verre, que des problèmes rencontrés par certaines femmes dû à une condition particulière. Le contenu de la rencontre du 16 octobre était un premier pas en ce sens. Néanmoins, l’ouverture dont le comité-femmes et ses collaboratrices et collaborateurs font preuve à la mise de l’avant des multiples conditions des étudiantes pourrait aboutir à une situation non souhaitable. En effet, nous avons peur que l’intérêt porté aux conditions de vie des femmes étudiantes, soit noyée parmi les conditions particulières de plusieurs groupes d’étudiant-e-s, en situation d’handicap, parents-étudiants, etc. La priorité donnée à la lutte pour l’amélioration de la condition des femmes, dans les buts et fonctions du comité-femmes de l’ASSÉ, risque-t-elle de s’effacer au profit l’immense tâche de l’intégration de tous les groupes vivant des situations particulières à la lutte commune contre, notamment, la hausse des frais de scolarité et les coupures budgétaires dans les cégeps? Pour notre part, nous pensons que la responsabilité de favoriser la participation de ces groupes au mouvement collectif étudiant ne devrait pas être une responsabilité reposant uniquement sur le comité Femmes, d’où le choix de ramener ces débats en congrès afin que l’ASSÉ, tout comme chaque association locale, se réapproprie ce défi!

Concernant les freins à l’implication militante, le comité-femmes se questionne encore une fois sur la réelle inclusivité de notre mouvement et les efforts qui sont fait en ce sens. Puisqu’en effet, le comité-femmes lutte pour l’amélioration de la condition de toutes les femmes étudiantes, peu importe leurs privilèges et leur désavantage les unes par rapport aux autres. Lors de la seconde partie de la Rencontre féministe étudiante ont été explorées les difficultés des femmes relatives à leur implication en mixité dans le mouvement étudiant. Toutefois, il existe des obstacles supplémentaires associés à d’autres identités qu’elles endossent. Par exemple, les étudiantes internationales ou en situation d’immigration ont encore plus à craindre la judiciarisation en raison de leur statut légal précaire soient les impacts que pourrait avoir un casier judiciaire sur leur possibilité de poursuivre leur études, voire même de demeurer au Québec. Une valorisation à part égale des diverses façons de vivre sa militance, que ce soit dans la rue ou non, pourrait probablement encourager à l’implication de personnes de statut et d’appartenance à des groupes identitaires diversifiés. S’attarder à une remise en question de certains de nos modes de fonctionnement issus de l’habitude et de la tradition pourrait possiblement mettre en lumière d’autres pistes de mécanisme ou solutions à mettre de l’avant. Par contre, pour ce qui est de l’ensemble des groupes souvent invisibilisés par la lutte générale en éducation, nous voyons la nécessité de leur auto-organisation et de notre ouverture (en tant que groupe en situation majoritaire) à leur implication dans le mouvement étudiant pour la défense de leurs intérêts aussi bien que de celui de l’ensemble de la communauté étudiante!

Dans l’espoir que le « ensemble » auquel fait référence le slogan[[3]](#footnote-3) de la campagne actuelle de l’ASSÉ regroupe beaucoup de personnes de tous milieux et situations socio-économiques confondus,

Vanessa et Gabrielle du comité Femmes

1. Intecsectionnalité : rapport de privilèges et /ou d’oppressions associées aux différents aspects de l’identité d’une personne, qui fut mis en relief dans l’exemple du jeu de la citation de ce texte. [↑](#footnote-ref-1)
2. Mandat lutte social et mission actions locales… [↑](#footnote-ref-2)
3. Slogan : « Ensemble bloquons la hausse » [↑](#footnote-ref-3)